

rations dont se souvenaient encore les Canadiens et autres acheteurs de valeurs canadiennes, garantissant le maintien du plafond et un budget à peu près équilibré, étaient fausses. Le président du Conseil du Trésor, le ministre des Finances et le premier ministre savaient que tout acheteur d'obligations—obligation d'épargne du Canada ou autre—qu'a vendues le gouvernement canadien ces derniers mois, le faisait sur la foi des promesses du gouvernement actuel que le plafond serait maintenu et les comptes à peu près équilibrés. Ces ministres et les autres membres du gouvernement le savaient car ils ne pouvaient pas l'ignorer.

C'est peut-être un habile stratagème pour vendre des obligations, mais c'est une atteinte à l'honneur du pays. La garantie a été donnée en février dernier, et il ne faudrait pas dire qu'elle a été formulée de mauvaise foi, ce que je ne prétends pas, mais on l'a donnée imprudemment et avec trop d'enthousiasme, pour se tirer d'embaras. L'assurance a été donnée aux États-Unis le 28 mai, et j'ignore comment le ministre des Finances a pu la fournir ou y croire, s'il s'était alors renseigné. Quelles que soient les autres critiques que je puisse formuler contre le ministre des Finances, je ne crois pas que, s'il était renseigné, il ait manqué d'intelligence au point de croire que les déclarations de la brochure étaient vraies. Quelles que soient les concessions que l'on puisse faire au sujet de ce qui s'est passé en février et en mai derniers, comment expliquer la conduite du gouvernement qui, au cours des derniers mois, a vendu des titres canadiens sur la foi de ces exposés de faits qu'il savait sûrement être fallacieux?

Tout le monde connaît l'admiration du premier ministre pour Machiavel, mais je crois que cette fois-ci il va un peu trop loin. Les Canadiens sont fiers de la réputation de leur pays et, peu importe ce qu'ils peuvent penser à d'autres points de vue du gouvernement actuel ou ont pu penser de ceux qui l'ont précédé, je suis sûr qu'ils aiment à croire que leur gouvernement est honnête et traite de bonne foi avec les Canadiens et le reste du monde. Notre gouvernement a trahi la confiance des gens. A la suite d'une si grave déformation des faits, le premier ministre du Canada doit porter la responsabilité d'avoir induit en erreur les Canadiens et le monde entier.

Où en sommes-nous maintenant que le gouvernement a sali notre réputation? Les taxes sont plus élevées et, à en juger par la déclaration du premier ministre ce matin, nous sommes en présence d'un lourd déficit. En outre, nous sommes aux prises avec un grave problème de chômage—ce qui est peut-être

plus important que tout le reste—et avec un problème d'inflation excessive. Tous les éléments d'un beau désordre!

Le gouvernement est coupable de mauvaise gestion. Comme il a suscité une grande incertitude, il importe qu'un budget soit présenté aussitôt que possible. Nous devons nous préoccuper actuellement de la réputation de notre pays et des perspectives quant aux impôts, au déficit et à l'inflation. Nous devons également nous préoccuper de la camisole de force que le gouvernement estime lui être imposée par l'expansion de ce qu'il appelle les programmes réglementaires ou à frais partagés. Nous devons nous préoccuper des restrictions que le gouvernement veut appliquer à la mise en œuvre des programmes nécessaires à l'évolution du pays.

Considérons les articles que le gouvernement a déjà rognés pour obtenir la réduction de 80 millions de dollars dont il se vante. Cette réduction vise des articles tels que la formation et la mobilité de la main-d'œuvre, la construction d'aéroports, l'aide étrangère, les dépenses de capital pour les collectivités indiennes, les bourses d'étude pour les recherches nationales ainsi que les initiatives culturelles. En somme, monsieur le président, en dépit d'une hausse sensible des impôts l'hiver dernier et du déficit considérable auquel nous faisons face, des programmes essentiels à l'évolution du pays ont été éliminés.

Il m'est impossible de dire au juste combien les perspectives sont sombres, du moins pas avant d'avoir obtenu plus ample information, non seulement au sujet des plans de cette année, mais encore des pronostics de la prochaine année fiscale, pronostics qu'à mon avis nous devrions recevoir le plus tôt possible pour nous permettre de voir exactement où nous en sommes. Si on nous donne ces renseignements, nous ferons de notre mieux pour y croire.

Le gouvernement a manifesté de l'inquiétude au sujet des programmes à frais partagés. Il a indiqué qu'un examen était en cours. Je lui souhaite bonne chance, mais à mon sens il procède dans des limites trop étroites pour être très efficaces. Il suffit de se demander quels sont les secteurs d'activité dont l'expansion est rapide et où il existe des programmes à frais partagés, et la difficulté saute aux yeux. Je crois qu'il est très difficile au gouvernement de freiner la cadence de l'expansion et de la montée des coûts. Les provinces, selon moi, font leur possible pour gérer ce plan économiquement et efficacement.